

505 LH hh7/7

9131

(1939-40)

Transport des colis postaux destinés aux prisonniers

I - Modalités et conditions de transport -

Inst. Gale C. March. 12	25.11.39
Dépêche du MTP à la SNCF	1.10.40

II - Remboursement à la S.N.C.F.

Lettre S.N.C.F. au M.T.P. (P.T.T.)	23. 9.40
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. (P.T.T.)	15.11.40

III - Transport gratuit à l'occasion de Noël

	C.A.	20.11.40	3	-
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		21.11.40		

9131

REGIME DES COLIS POSTAUX POUR LES PRISONNIERS
DE GUERRE

III

Transport gratuit à l'occasion de Noël

	C.A.	20.11.40	3	-
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		21.11.40		

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

21 novembre 1940.

D 560/15

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Dans sa déclaration à la presse parue le 19 courant, Monsieur l'Ambassadeur SCAPINI a fait connaître que les Autorités allemandes avaient accepté de favoriser l'intention du Gouvernement français de diriger sur l'ALLEMAGNE trois trains de 52 wagons chargés de colis à destination des camps de prisonniers, à l'occasion de Noël.

Pour marquer l'intérêt que nous portons au sort de nos prisonniers, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a décidé d'acheminer gratuitement ces transports.

Pensant que vous n'aurez pas d'objection à cette mesure, je vous demande de bien vouloir la porter à la connaissance du Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
(Direction Générale des Transports)
PARIS

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 20 novembre 1940

Acheminement gratuit de trois
trains transportant des colis
de Noël pour les prisonniers

P.V. COURT

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide de prendre à la charge de la S.N.C.F., à titre de participation à l'aide aux prisonniers, les frais d'acheminement des trois trains envisagés pour l'expédition de colis de Noël aux prisonniers.

.....

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 20 novembre 1940

Acheminement gratuit de trois
trains transportant des colis
de Noël pour les prisonniers.

STENO p. 3

La première a trait aux colis de Noël pour les prisonniers. La T.S.F. a annoncé hier que le Gouvernement s'est proposé d'envoyer trois trains de colis aux prisonniers pour Noël. Les frais de transport doivent, en principe, être remboursés à la Société Nationale. Je vous demande si vous verriez des inconvénients à ce que nous ne réclamions pas le remboursement de ces frais et offrions l'exécution gratuite du transport à titre de participation à l'aide apportée aux prisonniers. Cela représente un cadeau de 150.000 francs. Ce serait, ^{je crois,} ~~xxxxxxx~~ un geste dont la portée morale dépasserait de beaucoup l'importance de la somme en cause.

Y a-t-il des objections ? Cette proposition est adoptée.

TRANSPORT DES COLIS POSTAUX DESTINES AUX
PRISONNIERS

II

Remboursement des frais de transport

Lettre S.N.C.F. au M.T.P. (P.T.T.)	23. 9.40
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. (P.T.T.)	15.11.40

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 560/15

3062

C O P I E

15 novembre 1940

Monsieur le Ministre,

Le transport des colis postaux, à destination des prisonniers de guerre, doit être effectué en franchise de taxes en vertu de l'article 38 de la Convention de Genève et de l'article 18 de l'Arrangement international du Caire.

La Convention conclue le 15 janvier 1892 entre l'Etat et les Compagnies de chemins de fer ayant eu pour effet de substituer ces Compagnies à l'Etat pour tout ce qui concerne le transport des colis postaux aussi bien du régime international que du régime intérieur, la S.N.C.F. doit assumer toutes les dépenses nécessitées par ce service, toutes les recettes y afférentes lui revenant. Il en résulte qu'actuellement le transport de tous les colis à destination des prisonniers internés tant en France occupée qu'en Allemagne ou en d'autres pays étrangers, est assuré par la S.N.C.F. sans qu'elle perçoive pour ce transport aucune rémunération.

Cependant, il paraît hors de doute qu'il n'est pas entré dans les intentions des négociateurs de la Convention de 1892 d'imposer au chemin de fer une charge aussi lourde que celle que constitue actuellement le transport des colis postaux des prisonniers de guerre ; lorsque les Compagnies de chemins de fer, puis la S.N.C.F., ont accepté de faire ce transport gratuitement, ils ne pouvaient prévoir la situation actuelle, dans laquelle le nombre de prisonniers est hors de proportion avec tout ce qu'on a connu dans le passé, en particulier pendant la guerre de 1914-1918.

Le nombre total des prisonniers est approximativement de 2 millions. Chacun d'eux peut recevoir, en France occupée, un colis gratuit de 5 kg tous les mois, en Allemagne, un colis gratuit de 5 kg tous les deux mois, en provenance de la zone occupée; de plus, au départ de la zone libre, le nombre de colis à destination des prisonniers internés en Allemagne n'est pas limité. Le nombre de colis de prisonniers que transporte par mois la S.N.C.F. dépasse donc largement 1.000.000 ; il est du même ordre de grandeur que celui des colis postaux commerciaux en temps normal ; la valeur commerciale de la prestation correspondante est supérieure à 150 millions par an, si l'on observe que la taxe d'un colis postal de 5 kg est de 8 fr 40 (timbre déduit) en régime intérieur et de 12 fr (1 fr or) en régime international.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications (Secrétariat Général des Travaux et Transports).-

L'Administration des Postes, à qui le transport gratuit des lettres et paquets adressés aux prisonniers occasionne également une lourde charge a dû demander, pour l'exercice 1941, une forte augmentation de la dotation qui figure dans son budget pour couvrir les dépenses auxquelles donne lieu l'acheminement des correspondances jouissant de la franchise ; cette mesure aura pour effet, comme il est normal, de faire supporter par l'ensemble des contribuables la charge correspondante.

Il nous paraîtrait équitable d'adopter une disposition analogue, pour les colis postaux gratuits de prisonniers transportés par la S.N.C.F., en allouant à celle-ci une subvention pour la rémunérer des transports qu'elle doit effectuer.

Pour calculer cette subvention, on pourrait s'inspirer des mesures qui ont été prises pour le transport des colis militaires gratuits de septembre 1939 à juin 1940. Nous accepterions que le taux de notre rétribution fût uniforme, quelle que soit la destination des colis (France ~~pour les pays occupés~~ occupée, Allemagne ou autres pays étrangers) et fixé comme pour les colis gratuits dont il vient d'être question à 8 fr 40 (1) par colis, chiffre forfaitaire égal à la plus faible des deux taxes applicables à des colis postaux de même poids sur les mêmes relations.

Dès que vous aurez bien voulu nous donner votre accord sur le principe de ce remboursement et nous indiquer par quel Service la dépense correspondante sera supportée, nous vous donnerons le relevé des transports que nous avons effectués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

(1) Les colis militaires gratuits ont été facturés à raison de 9 fr 50 l'un, valeur du bulletin postal de la coupure de 3 à 5 kg, mais nous avons reversé au Trésor 1 fr 10 par colis, montant du droit de timbre dont les colis pour prisonniers sont exempts.

9151

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 560/15

23 septembre 1940

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Ainsi que vous le savez, la S.N.C.F. accepte de transporter gratuitement les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre, parce qu'elle est substituée à l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones dans les droits et obligations conférés à cette Administration par les différentes Conventions internationales relatives aux échanges postaux.

Cependant, d'après les renseignements que nous avons eus, l'Administration des Postes a demandé le vote d'un crédit destiné à la couvrir des dépenses afférentes au transport des correspondances et des paquets destinés aux prisonniers de guerre.

L'Administration des Postes qui est exactement, en ce qui concerne les petits paquets, dans la même situation que la S.N.C.F. en ce qui concerne les colis postaux, demande donc à l'Etat de supporter en définitive le transport gratuit des paquets destinés aux prisonniers.

S'il est donné suite à cette proposition, il paraît équitable que les charges du transport des colis postaux des prisonniers de guerre soient également comprises dans le crédit demandé par l'Administration des Postes et que la somme correspondante soit versée à la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous demander, en conséquence, Monsieur le Ministre, si l'Administration des Postes demande à l'Etat un crédit correspondant au transport des paquets, de bien vouloir comprendre dans cette demande de crédit les frais de transport des colis postaux et d'en prévoir le versement à la S.N.C.F., chargée du service.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
Secrétariat Général aux Postes, Télégraphes et Téléphones.

TRANSPORT DES COLIS POSTAUX DESTINES AUX PRISONNIERS

I

Modalités et conditions de transport

Instruction générale C-Marchandises 12	25.11.39
Dépêche du M.T.F. à la S.N.C.F.	1.10.40

Secrétariat d'Etat
aux Communications - Secrétariat Général

P.T.T.

Paris, le 1er octobre 1940
20, avenue de Ségur (7°)

Direction de l'Exploitation postale

4ème Bureau

36.665-AGI

Envoi de colis postaux aux prisonniers de guerre

Monsieur le Directeur Général,

Comme suite aux communications téléphoniques échangées avec la Direction du Service commercial au cours des derniers jours, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie et une traduction de la correspondance par laquelle les autorités militaires allemandes en France viennent d'autoriser l'expédition de colis postaux et de paquets-poste aux prisonniers internés en Allemagne (stalag et oflag).

Chaque prisonnier est autorisé à recevoir un colis postal de 5 kg tous les deux mois, et un paquet de 1 kg tous les mois, celui-ci pouvant être remplacé par deux paquets de 500 grammes.

Il est extrêmement important d'appeler l'attention du public de la zone occupée sur la limitation du nombre des envois pouvant être reçus par chaque prisonnier.

Il est interdit d'inclure dans les paquets ou colis des communications écrites. Pour le contenu, les correspondants sont tenus d'observer strictement les dispositions que les prisonniers ont dû leur notifier. Il convient d'envoyer principalement aux prisonniers du linge, des pull-overs, du savon, des nécessaires à coudre, des objets d'usage personnel. Il ne peut être joint de livres que s'ils sont neufs et de caractère récréatif. Les objets dont l'expédition est interdite peuvent être saisis à destination.

La suscription des envois doit être conforme à l'adresse communiquée officiellement par le prisonnier et qui comporte :

1°) les mentions "Kriegsgefangenenpost" et "Gebührenfrei" ou leur traduction en langue française ("Service postal des prisonniers de guerre" et "en franchise");

.....

Monsieur le Directeur Général de la S.N.C.F.

2°) le numéro du prisonnier;

3°) l'indication du camp (oflag, stalag, suivi d'un chiffre romain et d'une lettre majuscule);

4°) enfin, dans tous les cas, le nom du pays de destination: Deutschland (Allemagne). Le lieu du camp ne doit pas être indiqué.

Il y a lieu de remarquer, en outre, que l'acheminement des colis en provenance de la zone occupée sera assuré à partir de Paris par la poste militaire allemande à laquelle ils devront être remis en même temps que les paquets-poste par les soins de mon administration, après que le tri en aura été effectué par les agents du chemin de fer au point de rassemblement et dans les conditions qui ont été examinées en commun par le Service central du Mouvement de la S.N.C.F. et un représentant de mon administration.

Je vous serais très obligé de vouloir bien adresser d'urgence à tous les Services intéressés de la S.N.C.F. (zone occupée) les instructions que comportent la mise en vigueur des dispositions arrêtées par les autorités allemandes et les modalités d'application envisagées au cours des entretiens susvisés.

Veuillez agréer,

P. Le Secrétaire Général des P.T.T.,
Le Directeur de
l'Exploitation postale p.i.

Signature

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

Cg

INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE C. — Marchandises N° 12
SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 20

Paris, le 25 novembre 1939.

Col.

Nm.
33

O.O. P. 29

COLIS POSTAUX POUR LES PRISONNIERS DE GUERRE

Date d'application : 1^{er} décembre 1939

Aux termes des accords internationaux, **les colis postaux non grevés de remboursement et sans valeur déclarée**, destinés aux **prisonniers de guerre** sont affranchis de toutes taxes postales aussi bien dans les Pays d'origine et de destination que dans les Pays intermédiaires.

Pour l'application de ce qui précède, les gares auront à se confronter aux dispositions suivantes qui précisent les conditions de transport des colis destinés aux prisonniers de guerre.

I. — Colis à destination de l'Etranger

Article 1^{er} — Conditions d'acceptation des colis.

Les colis envoyés à titre individuel aux prisonniers de guerre ne doivent pas excéder 5 kilos. Ils ne doivent contenir ni lettres, ni cartes illustrées, ni cartes topographiques, ni argent (billets de banque ou monnaie), ni denrées périssables, ni matières dangereuses ou inflammables.

D'une manière générale sont exclus tous objets ayant une valeur marchande qui ne seraient pas envoyés pour le bien-être personnel du destinataire.

Les indications qui précèdent doivent être données aux expéditeurs, en leur expliquant que les colis ne remplissant pas les conditions requises risquent d'être confisqués.

Les envois individuels pour les prisonniers de guerre peuvent être déposés dans toutes les gares et bureaux ouverts au service des colis postaux ordinaires (gares S.N.C.F. et gares des Réseaux secondaires, bureaux de ville, bureaux de correspondance du chemin de fer et bureaux de poste participant au service des colis postaux).

Les colis circulant en franchise de droits de douane, les expéditeurs n'ont pas à fournir de déclarations pour les Douanes française et étrangères, ni de licences d'ex-

portation ou de certificats d'origine. Ils n'ont pas non plus à établir de bulletin d'expédition, les envois étant exonérés du droit de timbre et leur enregistrement s'effectuant au moyen d'une fiche spéciale mise à la disposition du Public dans les gares et bureaux de dépôt.

Article 2. — Conditionnement. Emballage. Adresse.

Les colis doivent être emballés très solidement, d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu au cours des nombreuses manipulations à subir en cours de route. Il est très instamment recommandé d'utiliser des caisses en bois ou de fortes boîtes en carton, recouvertes de papier d'emballage extra-fort ou de papier ciré toile. Les envois enveloppés de toile, d'étoffe, de toile d'emballage ou mis simplement sous papier, ne peuvent être acceptés.

L'adresse doit être écrite sur le colis même, si l'emballage s'y prête, ou sur une étiquette soigneusement collée ou clouée sur le colis. Il est recommandé d'insérer une seconde adresse à l'intérieur du colis.

L'adresse doit porter en caractères tout à fait lisibles :

- la mention « Kriegsgefangenenpost »
- le nom et l'adresse de l'expéditeur,
- les nom, prénom et grade du destinataire,
- le numéro du prisonnier,
- la désignation du camp, numéro de la baraque, etc...,
- le Pays de destination : Deutschland-Allemagne.

Les adresses au crayon ne sont pas admises.

Article 3. — Opérations au départ.

Pour chaque colis, l'expéditeur remplit une fiche spéciale d'expédition CC 13 *ter* mise à sa disposition par la gare ou par le bureau de dépôt. Cette fiche dont le fac-similé est reproduit à la suite de la présente Instruction (Annexe I) se compose de deux volants :

- a) la fiche d'expédition proprement dite,
- b) le récépissé à remettre au déposant.

Il appartient à l'expéditeur de remplir toutes les rubriques des deux volants.

La gare (ou bureau de dépôt) s'assure de la concordance entre les indications portées sur la fiche CC 13 *ter* et celles de l'adresse du colis, puis elle attribue au colis un numéro d'enregistrement en utilisant une fiche numérotée « Prisonniers de guerre » CC 12 *ter*, dont le fac-similé est également donné à la fin de la présente Instruction (Annexe II). La gare (ou bureau de dépôt) détache de cette fiche numérotée l'étiquette jumelle qu'elle comporte en sa partie droite et l'appose dans le cadre chevauchant les deux volants de la fiche d'expédition, de manière que chaque volant soit marqué du même numéro d'ordre.

Elle frappe ensuite ces deux volants de son timbre à date dans les cases prévues à cet effet et détache, en suivant la ligne pointillée le volant de droite qu'elle remet gratuitement à l'expéditeur à titre de récépissé. Le volant de gauche est conservé par la gare de départ. La fiche numérotée CC 12 *ter* dépourvue de l'étiquette jumelle, reçoit

l'empreinte du timbre à date de la gare expéditrice (ou du bureau de dépôt) qui inscrit en gros caractères le nom de la gare de groupement des colis et, le cas échéant, l'itinéraire de jalonnement. Cette fiche numérotée est ensuite collée sur le colis en un endroit très apparent.

Article 4. — Etiquetage, Acheminement.

Les envois aux prisonniers de guerre ne donnant lieu à la remise d'aucune pièce de douane et les fiches d'expédition étant retenues par les gares ou bureaux de dépôt, les colis sont acheminés sans aucun document d'accompagnement sur le vu de leur adresse et de leurs étiquettes.

Ils doivent être dirigés en observant les instructions données par la Division du Mouvement, sur le Bureau de Groupement de « Dijon-Ville G.V. ».

Les gares expéditrices ont donc à mentionner le nom de cette gare sur la fiche numérotée CC 12 *ter* et à coller une étiquette de destination G.V. « Dijon-Ville » (1).

Les colis sont réacheminés de Dijon-Ville sur le point d'échange de Bâle-17 via Delle ; ils circulent sous plomb de douane et sont accompagnés de feuilles de route CC 51 pour transmission aux Postes suisses. Les gares de Dijon-Ville et de Delle reçoivent des instructions particulières à ce sujet.

Article 5. — Envoi des pièces au Contrôle des Recettes.

Les gares relèvent sur un carnet spécial ou sur une partie de carnet d'expédition des colis postaux du régime intérieur, les colis expédiés aux prisonniers de guerre. Elles relèvent également sur ce carnet les colis expédiés par les bureaux de correspondance qui leur sont rattachés, mais elles n'ont pas à prendre attachement des colis expédiés au départ des bureaux de poste, qui enregistrent eux-mêmes leurs envois sur leur propre carnet d'expédition.

Les gares doivent recevoir des bureaux de correspondance et des bureaux de poste avec lesquels elles sont en relations, les fiches d'expédition CC 13 *ter* annexées aux colis déposés dans ces bureaux. Elles réunissent ces fiches à celles se rapportant aux colis expédiés directement par elles et adressent la liasse ainsi constituée à la Subdivision de la Liquidation des transports militaires et administratifs, à Blois, le 9 du mois, dans le paquet renfermant les pièces comptables du trafic des colis postaux internationaux.

II. — Colis en provenance de l'Etranger

Article 6. — Opérations à l'arrivée.

Les colis adressés aux prisonniers de guerre allemands internés en France (métropolitaine ou d'outre-mer) sont dirigés en premier lieu, sous le lien d'une soumission de transit international, sur le Bureau de Groupement de Dijon-Ville (2), où s'effec-

(1) Il pourra, par la suite, être créé des fiches CC 12 *ter* à destination fixe « Dijon-Ville » ce qui dispenserait les gares de l'apposition d'une étiquette de destination G. V.

(2) Les colis destinés aux prisonniers de guerre internés en France, qui transitent par Bâle et Delle sont dirigés d'office sur Dijon-Ville. Doivent être dirigés également sur Dijon-Ville, aux fins de contrôle militaire et douanier, les colis de même catégorie qui entreraient en France par tout bureau d'échange terrestre autre que Delle et par tout bureau d'échange maritime.

tuent les opérations de douane. La gare de Dijon-Ville fait suivre ensuite les colis sur leur destination par l'intermédiaire :

- du Bureau Central Militaire N° 1 de Melun, si la destination est un secteur postal dont le numéro est compris entre 1 et 399 ou supérieur à 800 ;
- du Bureau Central Militaire N° 3 de Beaucaire, via Tarascon, si la destination est un secteur postal dont le numéro est compris entre 400 et 799 ;
- de la gare desservant le dépôt de prisonniers dans la zone de l'intérieur, l'indication de cette gare étant portée sur les colis par le Bureau de Groupement de Dijon-Ville.

Il n'est pas créé de bulletin spécial pour le transport des colis qui sont acheminés simplement sur le vu de l'adresse et d'une étiquette de destination G.V. collée par la gare de Dijon-Ville sur l'emballage des envois.

En principe, les colis pour les prisonniers de guerre sont exempts de droits de douane et de taxes intérieures. Si, néanmoins, le Service des Douans grevait de droits un colis, ces droits feraient l'objet d'une reprise exercée par la gare de Dijon-Ville sur la gare desservant le lieu de destination.

Article 7. — Livraison des colis.

Les colis pour prisonniers de guerre à destination d'un secteur postal sont transmis au B.C.M. par la gare de Melun ou par la gare de Tarascon dans les mêmes conditions que les autres colis postaux.

Les envois à destination d'une localité de l'intérieur sont traités par la gare desservant cette localité comme les colis gratuits adressés aux militaires, c'est-à-dire qu'ils sont inscrits, non sur un carnet de livraison de colis postaux, mais sur un bordereau de livraison de petits colis CC 346 dont on modifie l'en-tête en conséquence, et que les destinataires sont avisés par lettre en franchise militaire.

La livraison des colis ne doit être faite qu'au vaguemestre du dépôt, qui donne émargement sur le premier feuillet du bordereau CC 346. Si un colis se trouvait grevé de frais (douane ou octroi) le vaguemestre devrait acquitter le montant de ces frais pour pouvoir prendre livraison.

Les colis pour prisonniers de guerre étant exempts du droit de timbre et du droit de dédouanement n'ont pas à être inscrits sur le relevé des colis postaux reçus CC 25.

Article 8. — Envoi des pièces au Contrôle des Recettes.

Le 9 de chaque mois pour le mois précédent, les gares ayant livré des colis destinés aux prisonniers de guerre adressent à la Subdivision de la Liquidation des transports militaires et administratifs, à Blois, les duplicata des bordereaux de livraison CC 346 dont il est question à l'article précédent.

III. — Dispositions diverses

Article 9. — Assimilations.

Sont assimilés aux prisonniers de guerre, pour avoir le bénéfice des colis postaux gratuits expédiés à titre personnel :

- a) les ressortissants civils français et alliés internés en Allemagne ou dans les territoires occupés par l'Allemagne,

- b) les ressortissants civils des Pays ennemis internés en France,
- c) les militaires des Pays belligérants internés en Pays neutre.

Les colis expédiés aux militaires visés au c) ci-dessus sont reçus dans les gares et bureaux de dépôt comme les colis destinés aux prisonniers en Allemagne ; ils sont dirigés, quelle que soit leur destination définitive sur le bureau de groupement de Dijon-Ville. Ils sont ensuite réacheminés sur Bâle-17 via Delle, comme les colis destinés aux prisonniers internés en Allemagne, si leurs destinataires sont internés en Suisse. Quand les colis sont à destination d'un autre Pays neutre, ils sont réacheminés par la gare de Dijon-Ville sur le bureau d'échange de sortie de France correspondant au lieu de destination définitive. La gare de Dijon-Ville colle sur l'envoi une étiquette de direction du modèle utilisé pour les colis postaux internationaux, qu'elle appose immédiatement au-dessous de la fiche numérotée CC 12 *ter*, sur laquelle elle biffe les indications primitives de destination ; elle établit en outre pour l'accompagnement du colis un duplicata de bulletin d'expédition sur un imprimé CC 18. Le bureau d'échange de sortie de France retient ce duplicata de bulletin et transmet le colis au Service étranger dans la forme habituelle mais sans lui bonifier aucune quote-part (art. 142 du Règlement d'exécution de l'Arrangement international du Caire).

Article 10. — Réexpéditions.

Les colis postaux adressés à des prisonniers de guerre et n'ayant pu être livrés aux destinataires sont réexpédiés après modification de l'adresse par les soins du vaguemestre, dans les conditions suivantes :

1^{re} Destinataire ayant été muté de la zone des armées dans la zone de l'intérieur.

La Poste militaire restitue le colis au B.C.M. N° 1 de Melun et cette gare réexpédie l'envoi sans feuille sur Dijon-Ville. Lorsqu'elle est en possession des renseignements utiles (nom de la gare desservant le dépôt de l'intérieur), la gare de Dijon-Ville établit une nouvelle fiche d'expédition CC 13 *ter* et une nouvelle fiche numérotée CC 12 *ter* pour la destination qui lui a été indiquée.

2^{re} Destinataire ayant été muté dans la zone de l'intérieur.

Le colis est réexpédié sur la destination indiquée par le Commandant du dépôt qui doit remettre une fiche d'expédition CC 13 *ter* pour ce second transport. La gare opère de son côté comme s'il s'agissait d'un colis remis à l'expédition mais elle achemine l'envoi directement sur sa nouvelle destination, sans passer par Dijon-Ville.

Les frais grevant les colis, à titre de droits de douane ou d'octroi font l'objet de reprises lors de chaque réexpédition ; par contre il ne doit pas être décompté de frais de magasinage sur les colis réexpédiés.

Article 11. — Réclamations.

Pour les colis transportés gratuitement, les Administrations n'assument aucune responsabilité (article 18 de l'Arrangement international du Caire). Il convient donc de repousser toute demande d'indemnité qui serait présentée pour perte, spoliation ou avarie d'un colis.

Pour le même motif, les demandes de renseignements sur le sort d'un colis ne sont pas admises.

En ce qui concerne les colis adressés aux prisonniers et internés civils allemands en France, les gares ayant livré ces envois ne doivent pas répondre aux formules de réclamation, aux demandes de renseignements ou avis de réception qu'elles recevraient des bureaux étrangers expéditeurs. Elles se bornent à frapper ces documents de leur timbre à date et à les envoyer à la Subdivision de la Liquidation des transports militaires et administratifs à Blois.

Article 12. — Rémunération des Réseaux secondaires, des correspondants du chemin de fer, des courriers et Receveurs des Postes.

Les gares de jonction avec les Réseaux secondaires n'ont aucun attachement à prendre des colis gratuits pour prisonniers de guerre dont elles assurent le transit. Il appartient à ces Réseaux de fournir les renseignements utiles à la Subdivision de la Liquidation des transports militaires et administratifs à Blois.

Par contre, les gares doivent prendre note des colis gratuits remis à ou par :

- les correspondants du chemin de fer,
- les courriers de la Poste.

Elles établissent, sur la base des allocations réglementaires revenant aux correspondants, aux courriers et aux receveurs des Postes pour le transport des colis postaux du régime intérieur de la coupure de 3 à 5 kgs, le décompte des sommes qui seraient normalement dues aux intéressés, mais elles doivent surseoir à tout règlement jusqu'à nouvel ordre.

Article 13. — Mesures d'ordre.

1° — Les gares vont recevoir d'office un premier approvisionnement de fiches d'expédition de colis pour prisonniers de guerre CC 13 *ter* et de fiches numérotées CC 12 *ter*. Elles doivent munir de ces fiches par prélèvement sur leur stock les bureaux de correspondance et les bureaux de poste qui leur sont rattachés, pour le service des colis postaux (il suffira au début de fournir à ces bureaux quelques fiches CC 13 *ter* et quelques fiches CC 12 *ter* détachées du carnet attribué à la gare). L'approvisionnement des Réseaux secondaires est assuré par les soins du Service Régional qui avise en conséquence les gares de transit intéressées.

A l'avenir, les formules spéciales CC 13 *ter* et CC 12 *ter* seront fournies par les Magasins Régionaux.

2° — Les envois destinés aux prisonniers de guerre ou aux internés civils qui ne rempliraient pas les conditions prévues par la présente Instruction pour bénéficier de la gratuité de transport (par exemple colis de moins de 5 kilos expédiés avec valeur déclarée ou contre remboursement) devraient être effectués sous forme de colis postaux du régime international ou de transports commerciaux de marchandises, moyennant l'acquittement des taxes fixées par les tarifs. L'acceptation de ces envois serait naturellement subordonnée aux possibilités résultant des règlements militaires, douaniers et administratifs, ainsi que du régime des transports commerciaux.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

ANNEXE I

Fiche spéciale d'expédition d'un colis postal pour prisonnier de guerre

Administration des Postes de FRANCE — S. N. C. F.

FICHE à remplir par l'expéditeur d'un colis postal pour PRISONNIER DE GUERRE

Expéditeur : _____

Rue et N° _____ à _____
Nom Prénoms

Destinataire : _____

Grade : _____

Rég^t, Comp^{ie} } _____
Baraque N° } _____
Camp, etc... } _____

Lieu d'intern^t : _____

Pays de destination : _____

Coller ici l'eti-
quette jumelle
extraite de la
formule C. C.
12 ter

Timbre à date de la Gare
ou du Bureau de Dépôt

Administration des Postes de FRANCE — S. N. C. F.

RÉCEPISSÉ à remettre au déposant d'un colis postal pour PRISONNIER DE GUERRE (A remplir par l'Expéditeur)

Destinataire : _____

Grade : _____

Rég^t, Comp^{ie} } _____
Baraque N° } _____
Camp, etc... } _____

Timbre à date de la Gare
ou du Bureau de Dépôt

Lieu d'internement : _____

Pays de destination : _____

ANNEXE II

Fiche numérotée pour colis postal adressé à un prisonnier de guerre

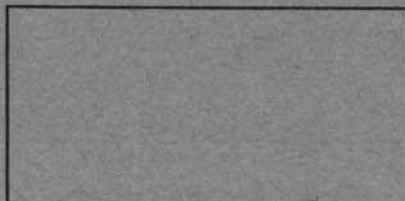
Partie à coller sur le colis

PRISONNIER DE GUERRE

Timbre à date de la Gare
ou du Bureau de dépôt

Bureau de Groupement : _____

15



via _____

fiche d'expédition C. C. 13 ter

A détacher et à coller sur la

15

15